

M. Leggatt: Ma question supplémentaire s'adresse au solliciteur général, monsieur l'Orateur. Peut-il dire à la Chambre si un groupe d'étude spécial s'occupe de la question des armes à feu et lui a présenté un rapport? Dans ce cas, a-t-il l'intention de recommander au Cabinet, par l'entremise du ministre de la Justice, qu'on modifie le Code criminel relativement aux armes à feu?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Oui, monsieur l'Orateur, un groupe de fonctionnaires de mon ministère étudie l'efficacité des lois du Canada et des autres pays sur les armes à feu. Nous n'avons pas encore reçu de rapport là-dessus.

* * *

[Français]

LES PÉNITENCIERS

COWANSVILLE—ON DEMANDE QUE LA LOI SUIVE SON COURS DANS LE CAS DE L'ASSASSINAT D'UN INSTRUCTEUR

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire également poser une question au solliciteur général.

Il y a quelques jours un assassinat a été perpétré à la prison fédérale de Cowansville, où un jeune instructeur de 34 ans a été lâchement abattu à coups de marteau. Le solliciteur général a-t-il été mis au courant des circonstances qui ont entouré ce meurtre lâche, et a-t-il l'intention de recommander l'application de la loi telle qu'elle a été adoptée par le Parlement?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je pense comme le député qu'il s'agit là d'un crime tout à fait horrible, et nous exprimons nos condoléances à la famille du moniteur assassiné. La Sûreté provinciale du Québec a arrêté un suspect et l'enquête est en cours. En outre, le directeur régional des services pénitentiaires du Québec va procéder à une enquête administrative. En ce qui concerne la dernière partie de la question, je ne suis pas en mesure de faire de recommandation, puisqu'il n'y a pas encore eu de procès.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Je voudrais demander à l'honorable ministre ce qu'il fera, une fois que la famille de la victime aura reçu ses condoléances, et qu'il aura reçu le rapport de son enquête, parmi des centaines d'autres.

* * *

[Traduction]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA POSSIBILITÉ D'UNE RECONDUCTION DU PROGRAMME ARDA EN C.-B.—LES INTENTIONS DE LA PROVINCE QUANT À LA CONCLUSION D'AUTRES ACCORDS

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. En répondant à l'un de mes collègues hier, le ministre n'a pas indiqué s'il avait été possible de conclure la reconduction du programme ARDA

Questions orales

qui a aidé la collectivité autochtone de la Colombie-Britannique, programme qui devait se terminer fin mars. Puis-je en outre demander au ministre si, au cours des entretiens qu'il a eus en Colombie-Britannique, il a été question du taux de chômage, qui s'élève à 15 ou 16 p. 100 dans le centre et le nord de la Colombie-Britannique, en raison de l'effondrement du marché des bois de construction, et si le gouvernement de la Colombie-Britannique a manifesté son intention de conclure des accords avec son ministère qui a si bien aidé d'autres régions du Canada?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, il faudrait peut-être rectifier légèrement le préambule de la question du député. J'ai parlé hier d'une reconduction du programme des subventions au développement régional. Cela ne veut pas dire que le programme ARDA ne sera pas prolongé. J'ai fait cette déclaration hier parce que les formalités préliminaires ne sont pas encore terminées. En ce qui concerne la région mentionnée par le député, région où l'industrie du bois d'œuvre est en difficulté, j'ai proposé au gouvernement de la Colombie-Britannique—et je pense que ce dernier a accepté—d'examiner la possibilité d'élaborer un programme de stimulants à l'intention de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, ou du moins d'une partie de cette industrie. Lors de mon séjour dans cette province il y a quinze jours, j'ai confié la conduite des négociations à certains fonctionnaires, et j'espère pouvoir signer d'ici quelques semaines un accord à ce sujet.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA QUESTION D'UNE ENTENTE ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA AU SUJET DE L'ARRAISonnement DU «GREEN PEACE III»

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures fait suite à celle que lui a posée hier le député de New Westminster. Vu la déclaration du général Christian, officier chargé des forces aériennes françaises à Tahiti, et d'autres membres du gouvernement français, selon laquelle le gouvernement canadien les aurait assurés qu'il n'interviendrait pas en cas d'arraisonnement du navire de M. McTaggart, le ministre peut-il nous dire s'il a pu confirmer ces déclarations? Si oui, quel était le ministre qui a donné cette assurance au gouvernement français?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne puis rien confirmer. Parce qu'il n'y a pas eu de tels entretiens entre les représentants de mon ministère et les autorités françaises.

DEMANDE DE DÉPÔT DES DOCUMENTS ÉCHANGÉS ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA AU SUJET DU «GREEN PEACE III»

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre suppléant. Consentirait-il, au nom du gouvernement, à déposer tous les documents échangés entre le gouvernement canadien et un ministère français qui ont quelque chose à voir avec le *Green Peace III*?